ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 octobre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code civil, en y insérant le statut de minorité prolongée", a donné le 13 novembre 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek door invoering van de staat van verlengde minderjarigheid", heeft de 13e november 1968 het volgend advies gegeven :

Ainsi qu'il ressort de l'intitulé même du projet de loi, le Gouvernement entend faire prolonger l'état de minorité de certains déficients caractériels ou mentaux.

D'après les dispositions du projet, la personne sous statut de minorité prolongée sera, en principe, "assimilée au mineur quant à sa personne et à ses biens" (article 487bis, § 2, en projet). Frappée d'une incapacité civile en ce qui concerne les actes qu'un mineur ne peut accomplir, elle sera, aux mêmes conditions qu'un mineur ordinaire, capable d'accomplir certains actes. Ces conditions sont, outre le discernement toujours requis pour qu'un mineur jouisse de sa capacité restreinte, les autres exigences légales, par exemple l'habilitation requise pour contracter mariage ou pour être adopté. A ce principe d'assimilation, le projet apporte quelques dérogations expresses.

Les difficultés que suscite le projet sont relatives :

I. à l'étendue du principe d'assimilation à un mineur ordinaire, de la personne placée sous statut de minorité prolongée, ainsi qu'aux adaptations que devraient recevoir certaines des règles de droit civil applicables au mineur pour qu'elles puissent efficacement protéger une autre catégorie de personnes;

II. aux exceptions apportées par le projet au principe d'assimilation;

III. à l'harmonisation de l'état du mineur ordinaire et du statut de minorité prolongée, et à la détermination de la date à laquelle s'opérerait le changement de statut.

.../...

I.

a) A la lecture du texte du projet, éclairé par l'exposé des motifs, l'intention du Gouvernement paraît être de soumettre la personne placée sous statut de minorité prolongée à toutes les dispositions légales qui, en matière civile , visent la qualité de mineur, sauf les dérogations expresses du projet.

Le Gouvernement entend-il écarter l'application à cette personne des dispositions de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse? Le passage de l'exposé des motifs qui se réfère à cette loi est loin d'être décisif sur ce point et la question revêt une telle importance que le Conseil d'Etat suggère que les précisions nécessaires soient introduites dans le texte même du projet et, le cas échéant, commentées dans l'exposé des motifs.

Parmi les dispositions de la loi du 8 avril 1965, susceptibles de s'appliquer à la personne sous statut de minorité prolongée, il faut distinguer les questions de fond et les questions de compétence.

Les principales questions de fond sont les suivantes :

1° la personne placée sous statut de minorité prolongée ne pouvant être émancipée par le mariage, peut-elle l'être dans d'autres cas ? Interprétés a contrario, les termes limitatifs de l'article 487bis, § 2, deuxième phrase, en projet, pourraient être invoqués en faveur d'une réponse affirmative;

.../...

2° plusieurs dispositions du Code civil modifiées par la loi du 8 avril 1965 prévoient une intervention du tribunal de la jeunesse pour contrôler l'exercice du pouvoir de consentir au mariage d'un mineur. D'après l'article 148, alinéa 2, cette juridiction tranche le dissentiment entre le père et la mère; l'article 160bis permet au tribunal de la jeunesse saisi par le procureur du Roi, d'autoriser l'enfant à contracter mariage si le refus est jugé abusif. Le Gouvernement entend-il priver la personne placée sous statut de minorité prolongée de la protection ainsi organisée en faveur des mineurs ordinaires ?

Si l'application de l'article 148, alinéa 2, du Code civil n'était pas étendue à la personne placée sous minorité prolongée, il faudrait, dans le projet, prévoir un autre moyen de vider le dissentiment entre le père et la mère. Sans doute, le procureur du Roi pourrait, dans ce cas comme dans l'hypothèse de l'article 160bis, requérir du tribunal de première instance qu'il substitue une tutelle à la puissance paternelle, conformément à l'article 487ter, § 1er, en projet. Il faudrait cependant regretter qu'un remède plus approprié soit délibérément exclu et que, notamment, le dissentiment des parents,quant au mariag de la personne placée sous statut de minorité prolongée, ne puisse être vidé que par une mesure consistant à priver définitivement ces parents de la puissance paternelle;

3° la puissance paternelle exercée conjointement par le père et la mère de la personne placée sous statut de minorité prolongée est-elle, en cas de divorce ou de séparation de corps, soumise aux dispositions de l'article 302 du Code civil ?

.../...

4° en prévoyant dans l'article 487ter, § 1er, que la puissance paternelle exercée sur une personne placée sous statut de minorité prolongée pourrait être remplacée par la tutelle, le Gouvernement entend-il exclure l'exercice de l'action en déchéance de la puissance paternelle à l'égard des parents de cette personne ? Le passage de l'exposé des motifs où il est dit que la procédure nouvelle "permettrait d'éviter une éventuelle déchéance de la puissance paternelle" paraît impliquer que la faculté de poursuivre cette déchéance subsisterait concurremment avec la procédure instituée par le projet. Comme les précédentes, cette question de fond devrait être clairement résolue.

Les questions de compétence ne se posent que dans la mesure où le Gouvernement aurait l'intention d'étendre à la personne placée sous statut de minorité prolongée , toutes les dispositions ou certaines des dispositions dont il vient d'être donné des exemples . En pareil cas, il conviendrait de désigner la juridiction compétente pour prendre les décisions que ces dispositions prévoient et pour trancher les contestations éventuelles. Cette juridiction serait sans doute le tribunal de première instance, si le Gouvernement écarte toute intervention du tribunal de la jeunesse à l'égard de la personne placée sous statut de minorité prolongée. Une disposition expresse serait d'autant plus nécessaire, que la plupart des matières examinées ci-dessus relèvent actuellement de la compétence exclusive du tribunal de la jeunesse. Au surplus, on ne saurait sans texte considérer que le tribunal de première instance aurait compétence pour prononcer l'émancipation, déchoir de la puissance paternelle, autoriser un mariage, etc ...

.../...

b) Selon les explications données au Conseil d'Etat, les dispositions légales qui, dans la matière des droits civils, visent un âge déterminé (16 ans, 21 ans, 25 ans, 35 ans) s'appliquent à la personne placée sous statut de minorité prolongée dès le moment où elle a atteint cet âge.

Ainsi, d'après les articles 346 et 354 du Code civil, le mineur d'âge de moins de 16 ans est représenté au contrat d'adoption par son représentant légal, tandis que le mineur de 16 ans et plus consent lui-même à l'adoption, dûment habilité. La personne sous statut de minorité prolongée pourra consentir elle-même à son adoption avec les habilitations requises. Si sa déficience mentale est telle qu'elle ne peut consentir à une adoption avantageuse, celle-ci demeurera impossible, comme elle l'est actuellement, puisque l'adoption est un acte qui n'admet la représentation que pour les mineurs de moins de 16 ans.

L'adoption suscite un autre problème. Faut-il permettre à la personne sous statut de minorité prolongée d'adopter à l'âge de 35 ans, conformément à l'article 344, 1°, du Code civil ? Si cette personne est douée de discernement, le texte en projet n'y fait pas obstacle. En revanche, si une même personne doit être habilitée pour être adoptée, il n'est pas normal qu'elle ne doive pas l'être pour adopter.

c) Il est permis de considérer que par les termes limitatifs de l'article 487bis, § 2, en projet ("quant à sa personne et à ses biens"), et par l'insertion du projet dans le Code civil, le Gouvernement entend limiter

.../...

l'effet de la décision aux seuls droits civils. Ainsi, la compétence du tribunal de la jeunesse en matière pénale, les conditions d'éligibilité ou d'électorat, sont réglées par des lois particulières que le législateur devrait expressément modifier si, dans ces matières, il entendait attacher des effets juridiques à la mise d'une personne sous statut de minorité prolongée.

Quant à la matière de la nationalité, qui relève à la fois des droits civils et des droits politiques, elle suscite la question suivante : le Gouvernement entend-il étendre à la personne sous statut de minorité prolongée les habilitations prévues par les articles 13 et 21 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 ?

II.

Un second ordre de difficultés a pour cause les exceptions apportées au principe d'assimilation à un mineur. Les exceptions expressément retenues par le projet sont les suivantes :

a) la personne placée sous statut de minorité prolongée n'est pas émancipée, de plein droit, par son mariage (article 487bis, § 2, deuxième phrase);

b) elle est privée de la puissance paternelle sur ses propres enfants (article 487bis, § 3);

c) à la puissance paternelle qui continue à s'exercer sur la personne assimilée à un mineur, le tribunal de première instance peut substituer une tutelle (article 487ter, § 1er).

.../...

Rappelons sur ces trois points le droit commun de la minorité auquel il est ici dérogé :

a) le mineur est, de plein droit, émancipé par le mariage (Code civil, article 476, alinéa 1er), et il exerce la puissance paternelle sur ses enfants légitimes;

b) même non émancipé, le mineur exerce sa puissance paternelle sur ses enfants naturels, et il en est tuteur de droit (Code civil, article 396bis);

c) les parents d'un mineur ne peuvent être privés de la puissance paternelle que par la déchéance de cette puissance, prononcée par le tribunal de la jeunesse , conformément à l'article 32 de la loi du 8 avril 1965.

Sans doute, la situation particulière du déficient mental que le projet de loi s'efforce de protéger, et aussi la permanence de cet état, justifient certaines dérogations à l'égard du droit commun de la minorité. Il n'est cependant pas certain que tous les aménagements souhaitables aient été pris.

Voici quelques-unes des difficultés susceptibles d'apparaître :

.../...

1° la personne en état de minorité prolongée n'étant pas émancipée par le mariage , demeure soumise, soit à la puissance paternelle, soit à la tutelle qui a été substituée à celle-ci. C'est là une règle entièrement nouvelle dans notre droit. L'interdit, d'après une jurisprudence dominante en Belgique, ne peut se marier. Dans le seul cas où il se serait marié avant d'être frappé d'interdiction, il se trouverait sous tutelle et dans l'état de mariage. Toutefois, comme chaque époux est, de droit, tuteur de son conjoint interdit (Code civil, article 506), cette tutelle n'introduit pas, au sein du ménage, la puissance paternelle ou la tutelle d'un tiers.

En ce qui concerne la personne placée sous statut de minorité prolongée, qu'elle se soit mariée avant ou après l'âge de 21 ans, il faut distinguer deux situations :

- si un seul des époux est soumis à cet état, il est difficile d'admettre que l'époux sain d'esprit cohabite avec une personne soumise à la puissance paternelle ou à la tutelle d'un tiers. Pour éviter cette situation, il faudrait que la loi attribue à cet époux la tutelle de son conjoint placé sous statut de minorité prolongée ;

.../...

- si les deux époux sont en état de minorité prolongée (hypothèse moins improbable qu'une double interdiction) la solution du projet n'est guère plus satisfaisante : comment concilier avec la vie conjugale la subordination de chacun des époux à une puissance paternelle (ou une tutelle) distincte ? Si le développement mental de ces époux ne permet pas de les émanciper, le projet devrait prévoir l'institution d'une seule tutelle exercée sur les deux époux.

2°Il faut mentionner aussi la situation anormale d'époux mariés sous un régime de communauté légale, lorsque le mari sous statut de minorité prolongée est soumis à la puissance paternelle ou à la tutelle d'un tiers.

3°Combinée avec le principe d'assimilation au mineur de l'article 487bis, § 2, la faculté, reconnue par l'article 487ter, § ler, de substituer une tutelle à la puissance paternelle risque d'engendrer des conflits.

Si la garde d'une personne placée sous le statut de la minorité prolongée obéit aux règles des articles 238, 267, 280, 1°, 302, alinéa 2, du Code civil, ne risque-t-on pas des conflits entre ces dispositions et l'article 487ter, § ler ? Supposons, par exemple, que pendant l'instance en divorce, ou après la transcription, l'un des auteurs ou le procureur du Roi demande que la puissance paternelle soit remplacée par la tutelle, tandis que l'autre réclame la garde conformément à l'article 267 ou à l'article 302, alinéa 2.

.../...

III.

Il conviendrait encore que le Gouvernement explicite ses intentions sur un troisième point, qui concerne la date à laquelle la demande doit être introduite et la date à laquelle la décision rendue conformément à l'article 487bis, § 1er, ou à l'article 487ter, § 1er, en projet, produit ses effets.

a) Sous réserve de la disposition transitoire de son article 3, le projet énonce que "le mineur peut être placé sous statut de minorité prolongée"(article 487bis, § 1er). Il conviendrait de préciser le moment auquel l'état de minorité doit exister . Est-ce lors du dépôt de la requête ou au moment du jugement ?

b) L'article 487sexies en projet dispose que la décision mettant une personne sous statut de minorité prolongée ou sous le régime de la tutelle visée à l'article 487ter, ou par laquelle est ouverte la tutelle visée à l'article 487bis, § 3, a son effet du jour du jugement.

Le projet ne se prononce pas sur les recours qui pourraient être introduits contre ce jugement par les parties intéressées. Il faut en déduire que les règles du droit commun, d'ailleurs reprises dans l'article 616 du Code judiciaire, s'appliquent et que le jugement sera susceptible d'appel.

S'il en est ainsi, la décision aura-t-elle effet du jour du prononcé du jugement ou seulement du jour où la décision sera devenue définitive ?

.../...

En disposant que la décision a son effet du jour du jugement, le projet s'est manifestement inspiré de l'article 502 du Code civil, aux termes duquel l'interdiction "aura son effet du jour du jugement". Mais ce texte a donné lieu à controverses (DE PAGE, II, n° 335) et, pour éviter celles-ci, le projet devrait préciser à partir de quelle date le jugement prononçant la décision envisagée doit être considéré comme exécutoire, comme pouvant sortir tous ses effets utiles, tant en raison du régime d'incapacité dont est frappé l'intéressé qu'au point de vue du sort des actes accomplis par lui dans une période proche du jugement (comp. ibid.).

Les questions qui se posent à propos de la date à partir de laquelle le jugement produit ses effets se posent également à propos de la publicité organisée par l'article 487sexies nouveau : mentions au registre de la population et sur la carte d'identité. A partir de quel moment la publicité prescrite devra-t-elle être faite ? L'appel suspendra-t-il l'application de cette publicité ?

En matière d'interdiction, le Code judiciaire contient à cet égard une disposition précise : aux termes de l'article 1253, "la publication doit être faite dans les dix jours du prononcé de l'arrêt ou du jugement portant interdiction".

.../...

c) La disposition suivant laquelle la décision a son effet du jour du jugement aura pour conséquence que si cette décision est rendue après que l'intéressé a dépassé l'âge de 21 ans, celui-ci aura joui de sa pleine capacité pendant la période intermédiaire.

Si ,au contraire, la décision est rendue avant que l'intéressé n'ait atteint l'âge de 21 ans, produira-t-elle aussitôt tous ses effets, dans la mesure où elle modifie à l'égard d'une personne encore mineure le régime de protection légale auquel elle est soumise? Dans cette interprétation, le projet ne se bornerait pas à prolonger la minorité mais il renforcerait les incapacités des mineurs que l'on veut protéger.

d) Quelle que soit la solution donnée au problème précédent, des difficultés surgissent :

- Si la protection plus étendue s'applique à la personne faisant l'objet de la mesure avant qu'elle ait atteint l'âge de la majorité, les risques de conflits paraissent accrus.

Ainsi, pourrait-on admettre que, quel que soit l'âge d'un enfant, le procureur du Roi invoque l'article 487ter, § 1er, en projet, pour faire désigner un tuteur, c'est-à-dire, en fait obtenir la déchéance de la puissance paternelle, sans respecter les conditions plus rigoureuses de l'article 32 de la loi du 8 avril 1965 ?

.../...

De plus, le conflit de compétence entre le tribunal de la jeunesse et le tribunal de première instance qui, d'après le projet, peut être saisi quel que soit l'âge du mineur, risque d'être ici particulièrement aigu.

Pour éviter ce premier inconvénient en ce qui concerne la substitution d'une tutelle à la puissance paternelle, le projet devrait préciser que l'article 487ter, § 1er, ne s'applique qu'à la personne placée sous statut de minorité prolongée et ayant atteint l'âge de 21 ans.

- Si, au contraire, par une modification apportée à l'article 487sexies, dernier alinéa, le jugement ne produisait d'effet qu'à dater du jour où la personne qui en fait l'objet a atteint l'âge de 21 ans, ce qui correspondrait mieux à l'idée de "prolongation" de l'état de minorité, on arriverait à des résultats peu satisfaisants, notamment ceux-ci : durant sa minorité le déficient mental peut se marier ; même si une requête est déposée contre lui, et qu'un jugement le plaçant sous un statut de minorité prolongée soit rendu, il est de droit émancipé par le mariage. Perd-il le bénéfice de cette émancipation le jour où il atteint 21 ans ?

En tout état de cause, il est illogique que par le statut de minorité prolongée le déficient mental soit mieux protégé après 21 ans qu'avant et que, notamment, un mariage antérieur l'émancipe de plein droit, effet que ne saurait plus avoir un mariage contracté après cet âge. Dans la même perspective, l'auteur naturel perdrait après l'âge de 21 ans la puissance paternelle qu'il aurait pu exercer jusqu'à cet âge.

*
* *

.../...

L'ensemble du projet devrait être revu à la lumière des observations qui précèdent.

Dans l'ignorance des réponses que le Gouvernement entend donner à ces observations, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte.

Zoals uit het opschrift zelf van het wetsontwerp blijkt, is de bedoeling van de Regering de staat van minderjarigheid te doen verlengen voor sommige karakter- of geestesgestoorden.

Volgens de bepalingen van dat ontwerp zal hij die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, in beginsel "gelijkgesteld worden met een minderjarige wat zijn persoon en zijn goederen betreft" (nieuw artikel 487bis, § 2). Burgerlijk onbekwaamverklaard voor handelingen die een minderjarige niet mag verrichten, zal hij onder dezelfde voorwaarden als een gewone minderjarige toch bekwaam zijn om bepaalde handelingen te verrichten. Die voorwaarden zijn, benevens het onderscheidingsvermogen dat steeds vereist is opdat een minderjarige zijn beperkte bekwaamheid kan genieten, de andere wettelijke eisen, bijvoorbeeld de machtiging die nodig is om te huwen of om te worden aangenomen. Van die principiële gelijkstelling wijkt het ontwerp op enkele punten uitdrukkelijk af.

Het ontwerp doet enige moeilijkheden rijzen, namelijk in verband met :

I. de omvang van de principiële gelijkstelling van hem die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, met een gewone minderjarige, en de aanpassingen die bepaalde voor minderjarigen geldende civielrechtelijke regelen moeten ondergaan willen ze een andere categorie van personen afdoende kunnen beschermen;

II. de in het ontwerp gemaakte uitzonderingen op het beginsel van de gelijkstelling;

III. het overeenbrengen van de staat van gewone minderjarigheid met die van verlengde minderjarigheid, en het bepalen van de datum waarop de verandering van staat intreedt.

.../...

a) Volgens de tekst van het ontwerp, gelezen met behulp van de memorie van toelichting, lijkt de Regering te bedoelen dat zij die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeren, onderworpen worden aan alle wetsbepalingen die in burgerlijke zaken betrekking hebben op de hoedanigheid van minderjarige, behalve wanneer het ontwerp uitdrukkelijk afwijkt.

Is de Regering voornemens die personen buiten de werkingssfeer van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming te houden ? De passus die in de memorie van toelichting naar die wet verwijst, geeft hier geen uitsluitsel. Het belang van de zaak noopt de Raad van State ertoe, in overweging te geven dat de tekst zelf voor zoveel als nodig is wordt verduidelijkt, eventueel met commentaar in de memorie van toelichting.

In verband met de bepalingen van de wet van 8 april 1965 die toepassing kunnen vinden op degenen die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeren, rijzen aan de ene kant problemen in verband met de grond van de zaak, anderzijds bevoegdheidsproblemen.

De voornaamste problemen in verband met de grond zijn de volgende :

1° kan iemand die wegens de staat van verlengde minderjarigheid niet door het huwelijk ontvoogd kan worden, het wel worden in andere gevallen ? De beperkende formulering van het ontwerp-artikel 487bis, § 2, tweede volzin, zou a contrarie ten gunste van een bevestigend antwoord kunnen worden uitgelegd;

.../...

2° verscheidene bepalingen van het Burgerlijk Wetboek die gewijzigd zijn bij de wet van 8 april 1965, voorzien in een optreden van de jeugdrechtbank, ter controle op de uitoefening van de bevoegdheid om toe te stemmen in het huwelijk van een minderjarige. Volgens artikel 148, tweede lid, doet die rechtbank uitspraak wanneer de ouders het niet eens zijn; krachtens artikel 160bis kan de jeugdrechtbank, op vordering van de procureur des Konings, het kind toestemming verlenen om een huwelijk aan te gaan als zij de weigering een misbruik acht te zijn. Wil de Regering hem die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, deze voor gewone minderjarigen ingestelde bescherming ontnemen ?

Wordt de toepassing van artikel 148, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek niet uitgebreid tot degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, dan behoort het ontwerp een ander middel aan de hand te doen om het geschil te beslechten als de ouders het niet eens zijn. Wel zou de procureur des Konings in dat geval, evengoed als in het geval van artikel 160bis, van de rechtbank van eerste aanleg kunnen vorderen dat zij de ouderlijke macht vervangt door een voogdij, overeenkomstig het ontwerp-artikel 487ter, § 1. Toch moet dan worden betreurd dat een dienstiger middel bewust wordt uitgesloten en dat met name wanneer de ouders het niet eens zijn over het huwelijk van iemand die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, de zaak alleen kan worden beslecht door middel van een maatregel die hun de uitoefening van de ouderlijke macht voorgoed ontzegt;

3° is het bepaalde in artikel 302 van het Burgerlijk Wetboek ook in geval van echtscheiding of scheiding van tafel en bed toepasselijk op de ouderlijke macht welke samen uitgeoefend wordt door de ouders van hem die

.../...

in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert ?

4° wordt met de bepaling in artikel 487ter, § 1 : dat de ouderlijke macht over een persoon die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, kan worden vervangen door de voogdij, bedoeld dat de uitoefening van de vordering tot ontzetting van de ouderlijke macht uitgesloten zal zijn ten aanzien van zijn ouders ? De passus in de memorie van toelichting waarin wordt gezegd dat de nieuwe procedure "het mogelijk zal maken een eventuele ontzetting van de ouderlijke macht te voorkomen", lijkt te betekenen dat het recht om die ontzetting te vorderen samen met de door het ontwerp ingevoerde procedure zal blijven bestaan. Ook dit probleem over de grond van de zaak zou, zoals de overige, een duidelijke oplossing moeten krijgen.

Bevoegdheidsproblemen zijn er alleen inzover de Regering voornemens mocht zijn alle of sommige bepalingen waarvan hier voorbeelden zijn gegeven, mede van toepassing te verklaren op degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert. In dat geval zou de rechtbank moeten worden aangewezen die bevoegd is om de in die bepalingen bedoelde beslissingen te nemen en om de eventuele geschillen te beslechten. Dit zal wel de rechtbank van eerste aanleg zijn, als de Regering de jeugdrechtbank geheel buiten de gevallen van verlengde minderjarigheid houdt. Een uitdrukkelijke bepaling is des te meer vereist, daar de meeste hiervoren behandelde aangelegenheden thans uitsluitend tot de bevoegdheid van de jeugdrechtbank behoren. De rechtbank van eerste aanleg kan overigens, als er geen tekst is, niet bevoegd worden geacht tot het uitspreken van de ontvoogding of de ontzetting van de ouderlijke macht, tot het verlenen van toestemming om een huwelijk aan te gaan enz. ... .

.../...

b) Naar aan de Raad van State is verklaard, zouden de wetsbepalingen die inzake burgerlijke rechten een leeftijd stellen (16 , 21 , 25 , 35 jaar), op degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert toepassing vinden zodra hij die leeftijd heeft bereikt.

Zo wordt de minderjarige beneden de leeftijd van 16 jaar, volgens de artikelen 346 en 354 van het Burgerlijk Wetboek, in de akte van aanneming vertegenwoordigd door zijn wettelijke vertegenwoordiger, terwijl de minderjarige van 16 jaar en meer zelf in de aanneming toestemt, naar behoren daartoe gemachtigd. Hij die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, zal zelf in zijn aanneming kunnen toestemmen als hij de vereiste machtiging heeft. Is hij geestelijk zo erg gestoord dat hij niet kan toestemmen in een voordelige aanneming, dan blijft die aanneming, zoals thans het geval is, onmogelijk omdat de aanneming een handeling is waarbij vertegenwoordiging alleen voor minderjarigen beneden de leeftijd van 16 jaar is toegestaan.

Een andere vraag in verband met de aanneming is, of degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, gelegenheid moet krijgen om zelf aan te nemen op de leeftijd van 35 jaar, overeenkomstig artikel 344, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Beschikt hij over het nodige onderscheidingsvermogen, dan belet de ontwerp-tekst dat niet. Maar het is niet normaal dat iemand die machtiging behoeft om te worden aangenomen, ze niet behoeft om zelf aan te nemen.

c) Uit de beperkende formulering van het ontwerp-artikel 487bis, § 2 ("wat zijn persoon en zijn goederen betreft"), en uit het feit dat de tekst in het Burgerlijk Wetboek wordt ingevoegd, mag worden afgeleid dat de Regering de

.../...

gevolgen van de beslissing tot de burgerlijke rechten wenst te beperken. Zo wordt de bevoegdheid van de jeugdrechtbank in strafzaken, en worden de voorwaarden inzake verkiesbaarheid en kiesrecht geregeld door bijzondere wetten, welke de wetgever uitdrukkelijk zou moeten wijzigen ingeval hij ook daarvoor aan de verlengde minderjarigheid rechtsgevolgen mocht willen verbinden.

Ter zake van de nationaliteit, waarbij zowel de burgerlijke als de politieke rechten aan bod komen, rijst de volgende vraag : wil de Regering de machtigingen, bedoeld in de artikelen 13 en 21 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten, uitbreiden tot degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert ?

II.

Een tweede reeks moeilijkheden houdt verband met de uitzonderingen op de principiële gelijkstelling met minderjarigen. De uitdrukkelijk bepaalde uitzonderingen zijn de volgende :

a) hij die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, wordt niet van rechtswege ontvoogd door zijn huwelijk (artikel 487bis, § 2, tweede volzin);

b) hij krijgt geen ouderlijke macht over zijn eigen kinderen (artikel 487bis, § 3);

c) de rechtbank van eerste aanleg kan de voortgezette uitoefening van de ouderlijke macht over de met een minderjarige gelijkgestelde vervangen door een voogdij (artikel 487ter, § 1),

.../...

Voor deze drie punten zij herinnerd aan de gemeenrechtelijke bepalingen inzake minderjarigheid, waarvan hier wordt afgeweken :

a) het huwelijk van de minderjarige heeft van rechtswege zijn ontvoogding ten gevolge (B.W. artikel 476, eerste lid), en hij oefent de ouderlijke macht uit over zijn wettige kinderen;

b) ook als hij niet ontvoogd is, oefent de minderjarige de ouderlijke macht over zijn natuurlijke kinderen uit en is hij hun voogd van rechtswege (B.W. artikel 396bis);

c) de ouders van een minderjarige kunnen hun ouderlijke macht alleen verliezen als zij daarvan ontzet zijn bij beschikking van de jeugdrechtbank, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 8 april 1965.

Het bijzondere, en ook het blijvende, van de toestand der geestesgestoorden aan wie het wetsontwerp bescherming wil bieden, wettigen weliswaar bepaalde afwijkingen van het gemeen recht inzake minderjarigheid, maar het is niet zeker of alle nodige voorzieningen getroffen zijn.

Hier moge worden gewezen op enkele moeilijkheden die zich kunnen voordoen :

1° hij die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, wordt niet ontvoogd door zijn huwelijk en blijft dus onderworpen ofwel aan de ouderlijke macht, ofwel aan de daarvoor in de plaats gekomen voogdij. Dit is een geheel nieuwe regel in ons recht. Volgens een in ons land overheersende rechtspraak kan de onbekwaamverklaarde geen huwelijk aangaan. Alleen als hij al gehuwd mocht zijn vóór zijn onbekwaamverklaring, zou hij tegelijk onder voogdij staan en gehuwd zijn. Daar iedere echtgenoot

.../...

echter van rechtswege voogd is over de andere echtgenoot, wanneer deze onbekwaamverklaard wordt (B.W. artikel 506), brengt die voogdij niet mede dat een derde in het gezin de ouderlijke macht of de voogdij gaat uitoefenen.

Ten aanzien van degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, ongeacht of hij vóór dan wel na de leeftijd van 21 jaar gehuwd is, moet een onderscheid worden gemaakt tussen twee toestanden :

- slechts een van de echtgenoten verkeert in die staat; het samenwonen van een echtgenoot die gezond van geest is, met iemand over wie een derde de ouderlijke macht of de voogdij uitoefent, is een moeilijk te verdedigen toestand. Om hem te voorkomen zou de wet de gezonde echtgenoot moeten aanstellen als voogd over de ander.
- beide echtgenoten verkeren in de staat van verlengde minderjarigheid (hetgeen minder onwaarschijnlijk is dan een tweevoudige onbekwaamverklaring); ook hier geeft de oplossing van het ontwerp geen voldoening : hoe is het met het huwelijksleven overeen te brengen dat ieder van zijn kant onder een andere ouderlijke macht (of voogdij) staat ? Kunnen die echtgenoten niet worden ontvoogd, omdat hun verstandelijk peil te laag is, dan zou ervoor moeten worden gezorgd, dat eenzelfde voogdij over beide echtgenotenwordt ingesteld,

2° ongewoon zou de toestand ook zijn in een huwelijk onder een stelsel van wettelijke gemeenschap, waarin de in de staat van verlengde minderjarigheid verkerende man onder de ouderlijke macht of voogdij van een derde zou staan,

3° gecombineerd met de principële gelijkstelling met de minderjarigen als bedoeld in artikel 487bis, § 2, kan de door artikel 487ter, § 1, geschapen mogelijkheid om een voogdij in de plaats te stellen van de ouderlijke macht tot conflicten aanleiding geven.

.../...

Als de bewaring van een persoon die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, geregeld is volgens de artikelen 238, 267, 280, 1°,en 302,tweede lid,van het Burgerlijk Wetboek, dan is het de vraag of er geen gevaar bestaat, dat die bepalingen in strijd komen met artikel 487ter, § 1, bijvoorbeeld als tijdens het geding tot echtscheiding, of na de overschrijving, door een van de ouders of door de procureur des Konings gevraagd wordt dat de ouderlijke macht wordt vervangen door de voogdij, terwijl de ander de bewaring vordert op grond van artikel 267 of van artikel 302, tweede lid.

III.

Nog op een derde punt zou de Regering haar bedoeling moeten verduidelijken : de datum waarop de eis moet worden ingesteld en die waarop de overeenkomstig artikel 487bis, § 1, of artikel 487ter, § 1, van het ontwerp gewezen beslissing uitwerking heeft.

a) Onder voorbehoud van de overgangsbepaling van artikel 3 stelt het ontwerp, dat "de minderjarige in de staat van verlengde minderjarigheid kan worden verklaard" (artikel 487bis, § 1). Bepaald zou moeten worden, wanneer juist de staat van minderjarigheid moet bestaan : op het tijdstip waarop het verzoekschrift ingediend, of op dat waarop het vonnis uitgesproken wordt.

.../...

b) Het ontwerp-artikel 487sexies bepaalt, dat "de beslissing waarbij een persoon in staat van verlengde minderjarigheid wordt verklaard of onder de voogdij bedoeld in artikel 487ter wordt gesteld, of waarbij wordt voorzien in de voogdij waarvan sprake in artikel 487bis, § 3", gevolg heeft vanaf de dag van het vonnis.

Het ontwerp laat zich niet uit over eventueel beroep van de betrokken partijen tegen dat vonnis. Daaruit moet worden afgeleid dat de regelen van het gemeen recht, die overigens ook zijn gesteld in artikel 616 van het Gerechtelijk Wetboek, toepassing vinden en dat tegen het vonnis hoger beroep openstaat.

Als dat inderdaad zo is, heeft de beslissing dan gevolg vanaf de dag dat het vonnis uitgesproken, of slechts vanaf die waarop de beslissing definitief wordt ?

Bij de bepaling dat de beslissing gevolg heeft vanaf de dag van het vonnis, is het ontwerp kennelijk uitgegaan van artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk de onbekwaamverklaring haar gevolgen heeft "vanaf de dag van het vonnis". Maar over die tekst is betwisting onstaan (DE PAGE, II, nr. 335) en om dat hier te voorkomen zou het ontwerp moeten bepalen vanaf welke dag het vonnis dat de beslissing wijst, moet worden geacht uitvoerbaar te zijn en dus alle dienstige gevolgen te kunnen hebben, zowel ten aanzien van de onbekwaamheidsregeling waaronder de betrokkene valt, als wat betreft de handelingen door hem verricht in een periode omstreeks de tijd waarin het vonnis is gewezen (verg. ibid.).

.../...

De vragen in verband met de dag vanaf welke het vonnis gevolg heeft, rijzen ook in verband met de openbaarmaking die geregeld wordt in het nieuwe artikel 487sexies : vermeldingen in het bevolkingsregister en op de identiteitskaart. Vanaf welk tijdstip moeten die vermeldingen worden aangebracht ? Zal het hoger beroep die openbaarmaking schorsen ?

Terzake van de onbekwaamverklaring bevat het Gerechtelijk Wetboek daaromtrent een nauwkeurige bepaling : luidens artikel 1253 "moet de bekendmaking geschieden binnen tien dagen na de uitspraak" van het arrest of vonnis van onbekwaamverklaring.

c) De bepaling, dat de beslissing gevolg heeft vanaf de dag van het vonnis, brengt mede dat de betrokkene, als die beslissing wordt gewezen nadat hij 21 jaar is geworden, in de tussenperiode zijn volle bekwaamheid heeft gehad.

Wordt de beslissing daarentegen gewezen vóór de betrokkene 21 jaar is geworden zal, zij dan ook terstond haar gevolgen hebben inzover zij, ten aanzien van een nog minderjarige, wijziging brengt in de voor hem geldende wettelijke bescherming ? Zo ja, dan doet het ontwerp nog iets meer dan de minderjarigheid verlengen : het vergroot ook de onbekwaamheid van de minderjarigen die men wil beschermen.

d) Welke oplossing dit probleem ook krijgt, er blijven moeilijkheden :

- Als de ruimere bescherming geldt voor degene ten aanzien van wie de maatregel getroffen wordt voor hij de leeftijd van de meerderjarigheid bereikt heeft, lijkt het gevaar voor conflicten groter te worden.

.../...

Is het bijvoorbeeld aan te nemen dat de procureur des Konings, ongeacht de leeftijd van een kind, zich op artikel 487ter, § 1, van het ontwerp zou beroepen om een voogd te doen aanstellen, met andere woorden om in feite de ontzetting van de ouderlijke macht te verkrijgen, zonder de strengere voorwaarden van artikel 32 van de wet van 8 april 1965 in acht te nemen ?

Hier zou bovendien een bijzonder scherp geschil van bevoegdheid kunnen rijzen tussen de jeugdrechtbank en de rechtbank van eerste aanleg, waarbij de zaak volgens het ontwerp aanhangig kan worden gemaakt ongeacht de leeftijd van de minderjarige.

Om dat eerste bezwaar in verband met een voogdij in plaats van de ouderlijke macht te ondervangen, zou het ontwerp moeten stellen dat artikel 487ter, § 1, alleen van toepassing is op degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert en 21 jaar is geworden.

- Zou het vonnis daarentegen, door een wijziging van artikel 487sexies, laatste lid, eerst gevolg hebben vanaf de dag waarop de betrokkene 21 jaar is geworden, hetgeen beter beantwoordt aan het begrip "verlenging" van de staat van minderjarigheid, dan komt men tot weinig bevredigende resultaten, onder meer tot de volgende : tijdens zijn minderjarigheid kan de geestesgestoorde huwen; zelfs als tegen hem een verzoekschrift wordt ingediend en een vonnis wordt gewezen dat hem in de staat van verlengde minderjarigheid stelt, is hij van rechtswege ontvoogd door het huwelijk. Verliest hij het voordeel van die ontvoogding de dag waarop hij 21 jaar wordt ?

..../....

Het ishoe dan ook onlogisch dat de geestesgestoorde in de staat van verlengde minderjarigheid beter beschermd zou zijn na de leeftijd van 21 jaar dan daarvoor, en dat met name een huwelijk vóór die leeftijd hem van rechtswege zou ontvoogden, wat een na die leeftijd aangegaan huwelijk niet meer zou vermogen; evenzeer dat de natuurlijke vader of moeder na de leeftijd van 21 jaar de ouderlijke macht zou verliezen die hij of zij tot dan toe heeft kunnen uitoefenen.

*

* *

Het ontwerp zou aan de hand van de hier gemaakte opmerkingen in zijn geheel moeten worden herzien.

De Raad van State stelt geen nieuwe tekst voor, daar het hem niet bekend is wat de Regering met die opmerkingen wenst te doen.

---

a chambre était composée de

essieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président
e Heren : staatsraad, voorzitter

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
adame : G. CISELET, staatsraden,
levrouw :

essieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
e Heren : section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.